

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
Rue Simon-Meupin et rue de Lyon, 64

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

BUREAUX DE VENTE

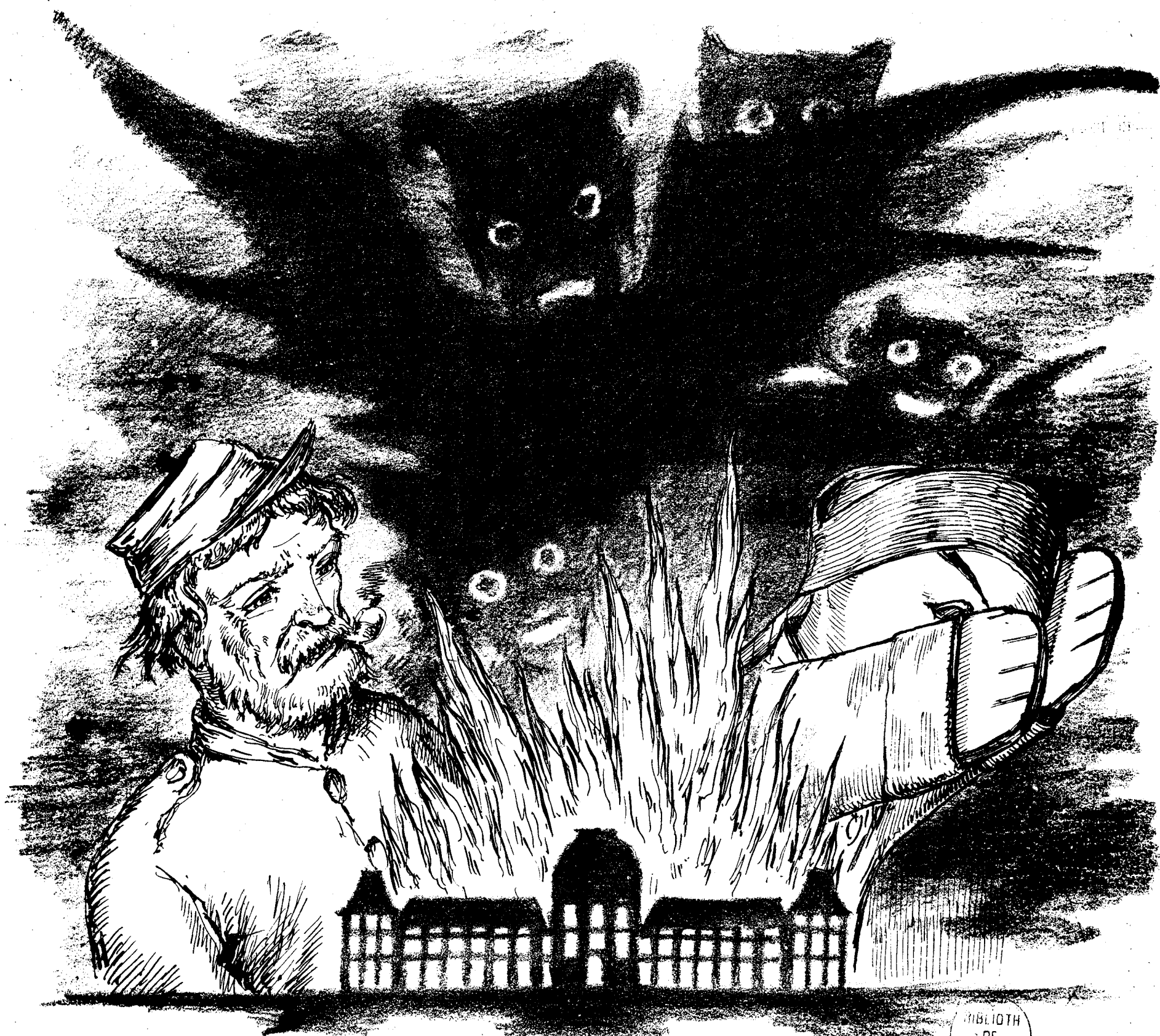
Rue Simon-Meupin et rue de Lyon, 64

ABONNEMENTS :
Trois mois : 3 fr. 50 c.

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

Les manuscrits ne sont pas rendus.

LE BOUQUET



BIBLIOTHÈQUE
DE
LYON

Eh ben ! espèce de rural, regarde-moi voir un peu ce feu d'artifice. Est-ce qu'on n'en sait faire comme ça en province ?

UN COMMUNARD

Voilà, saviez-vous, m'n ami Gnafron, les gones! Vela des gones qui sont escannés, j'en avait plus de nouvelles. J'en ai même imaginés quasiment qu'y n'était tomé en Saône, sont tombés au cabaret du Cornard; mais vela l'y n'au pas tombé, s'amène tout sale, tout dépillandré, le nez écrasé, les yeux au beurre noir, la frimousse tout en marmelade, que je le reconnaissais pas, qu'il! Eh! mon pauvre vieux, que je l'y dis, d'où donc que te viens, bonne gens, dans c'te état de situation?

— Et je viens de Paris, parguienne!
— De Paris! Mais pourquoi faire?
— C'te bêtise. Je viens de défendre la republique, qu'il!

— Te viens de défendre la republique à Paris! Mais, nom de nom, contre qui donc?

— Oh! grand bugne, te connais donc pus rien à la politique, maintenant? Te sais donc pas que les Henriquinquistes, les Bonapartisses, les Phelippisses, les Jésuites et les Prussiens s'étaient tous mis d'accord pour la ficher à bas notre republique, que nous ons tant aeu de peine de monter le 4 septembre?

— Què que te chantes, les Henriquinquistes et les Bonapartisses, les Jésuites et les Prussiens que font de collagne ensemble? Est-tu fou?

— Eh! ben, voui! Comment? Est-ce que les Henriquinquistes y sont pas contre la Republique?

— Ah! ça c'est vrai.
— Est-ce que Badinguet y n'a pas déjà fiché la Republique à bas?

— Ça, ça rappelle ben.
— Est-ce que les Jésuites y sont republicains?

— Ah! criste, ma foi non.
— Et Bisquemale, est-ce qu'y la voudrait aussi la Republique? Y n'a pas seulement voulu faire la paix avec.

— T'as ben raison.
— Eh! ben alors, te comprends ben: y sont mis tous d'accord pour la faire tomber et y a fallu que les braves gens y leur fissent tuer le museau pour pas la laisser piauter par ces pillereaux.

— Ah! donc, puisque t'as défendu le gouvernement de la République, pourquoi que t'en reviens comme ça tout marepillé et tout caffi,

— Eh! y faut ben que je m'ensauve, pauvre vieux. S'y pouvaient m'ogrer, je passerais un mauvais quart d'heure, va. Les canailles, depuis qu'y s'entendent avè les Prussiens et les Jésuites, y nous en font voir. J'y comprends pus rien, maintenant; nous son plus c'e Français. On peut pas seulement faire de balicades, sans que tous le monde vous tombent dessus. Y vous traitent de faignants, de propre à rien, de z'évolutionnaires. C'est dégoutant, qu'il! J'ai 56 ans, moi; je sais ce que c'est. Eh! ben, dans le temps que la France, restait la France, eh! ben, au moins, quand on faisait de balicades, on était respectable. Je m'en rappelle de 1830, j'étais rien qu'un mioche encore; eh! ben, gn'a un bargeois que m'a donné un pistolet, et avec, j'ai descendu un vieux de la vieille, qui avait trois chevrons et tout plein de décollations et de mustaches à faire trembler. Y se méfiait pas, le vieux; je suis venu par d'arnier tout plan plan. Fallait voir comme y n'esse tombé les quate fers en l'air. Eh! ben, à cause de ça le bargeois en question, m'a donné une pièce de vingt francs et pis encore après, on a raconté m'n histoire dans les grands journaux de ce temps-là, dans le *Constitutionnel* et puis d'autres, enfin je sais pas lire, qu'il! Toujours ça n'a fait que j'en ai z'évu la croix de Juillet. Une chenuse de croix, va. Si je l'avais pas vendi pour boire, je te la ferais voir. Et pis, c'est pas tout; on nous a fait de chansons, de musique, de palais-qui-gicent, et pis une colonne pire que celle de Vendôme toute faite en bronze ous que gn'a d'argent dedans, avè les noms escurtés de tous ceusse qu'avaient été estourrés dans l'affaire, et pis une estatue, qu'arreprésentent censément les victimes et que s'envole au ciel comme une colombe. Tu verras ça quand t'iras à Paris, même que c'est le roi Phelippe et M'sieu Thiers que l'ont baptisé. Ah! c'était le bon temps, alors. On savait récompenser les bons citoyens, et les Français n'étaient tous de z'héros. Gn'a en 48 encore que ça a bien marché. Nous ons fait aller le roi citoyen à la decise avè son rillard, j'en étais encore c'te fois. Gn'a au Chateau d'eau que nous ons grillé les municipaux comme de caïons qu'on brûle. Fallait voir ce feu d'artifice. Oh! y voulaient pas se rendre, les canailles! y se rebiffaient les charipes! Eh! ben, c'te fois encore, on nous a fait de z'honneurs. On a enterré les viquetines avè toutes les carimones, la grosse cloche, les tambours, la musique et tous les curés même que qu'ont été feurcés de venir avec leurs grands bénissoirs de fer blanc, leur z'y jeter d'eau benite. Mais maintenant, c'est plus ça; nous fessons de balicades, nous défendons la republique, et on nous tape dessus; nous ons beau faire de z'esqueploits, remporter des victoires à pleines brassées, nous sons toujours trahis; et gn'a par d'arnier Badinguet que donne d'argent aux mouchards et pis les Prussiens que se déguisent en Français pour nous cracher de mitraille par la figure.

— Mais alors, c'est donc pas les Français qu'ont gagné, c'te fois.

— Comme si gn'avait mèche. Nous étions vendus d'avance par les Jésuites et le Pape avait envoyé tout plein d'argent aux ennemis et même ses zouaves pontificaux, qui sont venus avè leurs cierges et leur drapeau blanc, pour nous ablager.

— Y n'avaient de drapeau blanc!

— Parguienne, même que moi que te parles, je l'ai z'évu de mes yeux et que toutes les fois que nous étions vendus dans un fort, gn'avait un mouchard que venait en planter un sur les bastillons; et y fallait ficher le camp, autrement tous esquinés. Ça c'est pas de z'histoires, je te dis que j'y ai vu, moi.

— Ah! ben vrai, ça c'est pas de jeu.
— Oh! mais aussi, nous ons fiché le feu aux quate coins de Paris avant de nous en aller. Qu'y z'y viennent maintenant les Prussiens et les Jésuites. Qu'y s'amènent Henriquinque et son Badinguet pour demeurer aux Tuileries. S'y n'a pas d'autre endroit pour se loger; y risque ben d'attaper un coup d'air, va. C'est tout flambé, maintenant.

— Comment t'as brûlé les Tuileries.

— Ah! pis un peu bien, va. Ça faisait un feu de joie, pire que celui de la maison Millanais.

— Mais c'est ben dommage; on dit que c'est si joli, ces Tuileries, et que gna tant fallu de temps pour y bâtir.

— Quant à ça et si gn'as fallu de temps pour y bâtir, y en a pas tant fallu pour ficher à bas. Pis, vois-tu, c'était la maison de toutes ces canailles de rois de l'ancien régime. C'est là que Louis XIV, n'a fait assassiner les disse de Nantes; c'est là qu'esse venu au monde ce Saint Barthélemy qu'a tué les protestants pour les empêcher d'aller à la messe; c'est là que c'te gueuse de Marguerite de Bourgogne faisait ses farces; te sais, celle de la Tour de Nesle. Ces Tuileries, vois-tu, c'était rien qu'une boutique à Mandrin. Gn'avait que le feu, vois-tu, pour nettoyer c'te bardanière et purger la sorriété de ces canailles de tirans; y pourront plus y revenir maintenant.

— Ah! les gredins; y z'étaient les plus forts; y nous fichaient de coups de fusils par la figure, y nous ont empoigné les balicades; y z'imaginaient pace que nous fichions le camp devant eusses, que nous étions de poltrons, que nous étions en plein vaincus. Je t'en fêch: si nous ons pas pu nous venger sus les sordats militaires, nous nous sons ben revengés sus les maisons. Y disent qu'y tiennent Paris; eh ben! qu'y le tiennent bien. Nous ont brûlé la baraque de ces tyrans de rois; c'est fini maintenant, nous ons plus peur qu'y reviennent; leur commerce monarchique est démolé, puisque la boutique est à bas. Vive la republique!...

— Eh ben! les gones, vela comment que Gnafron y comprend les affaires. C'est-y bien ça? Disez-voir.

GUIGNOL.

BULLETIN DE LA GUERRE CIVILE.

La prise de l'enceinte fortifiée s'est effectuée dans les conditions que nous avons indiquées, c'est-à-dire sans aucune résistance sérieuse de la part des insurgés. La division Vergé du corps de Douai a pénétré par la porte Saint Cloud et s'est avancé du même coup jusqu'au chemin de fer de ceinture, en occupant même le viaduc d'Arcueil. Cette position définitivement prise a permis aux deux ailes de l'armée d'opérer le mouvement qui avait été décidé d'avance: sur la droite le corps du général Cissey forçait la porte de Versailles en arrière d'Issy; en même temps le premier corps, sous les ordres de Ladmirault, débouchait sur son extrême gauche par Asnières, exécutait un mouvement excentrique qui le menait par Saint-Ouen et Clichy, d'où il se rabattait dans la direction de Montmartre. Le général Clinchant pénétrait de son côté sur un point plus rapproché de Neuilly. De cette façon cette dernière position dont l'attaque directe aurait été très-meurtrière se trouvait tournée, et les insurgés menacés sur leurs deux flancs ne purent que se replier, mais en opposant une assez vive résistance, la seule du reste qu'ils aient faite d'une manière sérieuse dans ce dernier moment de la lutte. Leurs pertes furent sensibles, et, grâce au mouvement enveloppant, ils laissèrent un grand nombre de prisonniers et 105 pièces de canon entre les mains des troupes du général Clinchant. Après ce premier et décisif succès, l'armée opéra un second mouvement en avant; le 2^e corps, après avoir enlevé la barricade de la chaussée du Maine, s'établit entre l'École militaire et la gare du chemin de fer de l'Ouest. Le général Douai, après avoir occupé le Trocadéro, soutenu sur sa droite par le corps de réserve de Vinoy, gagnait l'Arc-de-Triomphe et le palais de l'Industrie. Clinchant et Montaudon continuaient leurs mouvements et enveloppaient Montmartre qui ne tardait pas à tomber entre les mains des troupes. A la suite de cette seconde période de opérations, les troupes, au nombre d'environ 90.000 hommes, formaient une immense arc de cercle qui, partant de l'Observatoire, passait par le Corps législatif, la place de la Concorde, l'Opéra et se prolongeait dans la direction de Belleville. On était au troisième jour de cette lutte: l'armée s'avancait avec lenteur, non pas en raison de la résistance des fédérés qui était presque partout excessivement melle et dont les fameuses barricades tombaient rapidement, tantôt à la suite d'un mouvement tournant, tantôt devant les premières attaques directes, mais pour éviter à la population les désastres d'une lutte que le désespoir des vaincus pouvait rendre désastreuse.

C'est à ce moment même, lorsque les chefs de corps par la modération de leur marche cherchaient à atténuer les horreurs de cette guerre épouvantable, c'est alors que les hommes de

la Commune mirent à exécution un affreux projet que rien ne peut justifier: le Louvre, les Tuileries furent livrés aux flammes; différents autres édifices publics furent également sacrifiés. Les insurgés auraient eu bien d'autres moyens bien plus efficaces d'arrêter la marche des troupes sans recourir à ces actes d'un vandalisme odieux, qui, s'ils créaient un obstacle, nuisaient encore plus à leur propre défense. Les otages qu'ils avaient entre les mains pouvaient leur laisser l'espoir de tenter une capitulation. On ne peut donc mettre ces faits inouïs dans notre histoire sur que le compte de la fureur grossière et de la brutalité sauvage, qui, depuis quelque temps, ont pénétré malheureusement dans les mœurs d'une nation, jusque-là réputée pour son caractère doux, loyal et chevaleresque.

FOLLARD.

UN LYONNAIS

MEMBRE DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

Si nos soupçons ne nous trompent pas, le principal membre du Comité de salut public serait un de nos compatriotes, établi à Paris depuis quelques années. Antoine Arnaud était un modeste employé, qui, quoique dépourvu d'instruction première, ne manquait ni de talent, ni d'un certain savoir, qu'il s'était acquis lui-même. Travailleur, honnête et rangé, il aurait pu être un de ces hommes qui réussissent par leur bonne conduite et leur mérite personnel; mais il s'était complètement jeté dans le parti radical et en avait épousé tous les principes et toutes les tendances. Ardent et tenace, il s'était dévoué corps et âme au mouvement révolutionnaire et lui consacrait tous les instants que lui laissait sa profession et tout l'argent qui ne lui était pas strictement nécessaire.

Quant à ses théories et à ses aspirations, elles étaient aussi radicales que possible et il les poursuivait avec une persistance peu commune. Comme la plupart des chefs du parti républicain, il se servait de l'élément démocratique, tout en ayant peu d'estime pour les masses populaires; il les considérait comme un instrument dont il fallait se servir, mais qu'il faudrait briser par la même raison implacable qui, pendant le règne de la Commune de Paris, a fait sacrifier tant d'individus qui paraissaient faire obstacle.

Nous avons certaines raisons de croire que nous ne nous trompons pas sur la personnalité dont il s'agit; mais nous tromperions-nous à cet égard, le portrait fidèle que nous venons de retracer n'en serait pas moins intéressant, car il reproduit le type d'une physionomie très-fréquente dans les rangs du parti avancé et dont nous avons connu plusieurs exemples. Ce sont des esprits honnêtes dans leurs intentions, mais dont le jugement est altéré par une immerse confiance en eux-mêmes, par l'absence d'une instruction fondamentale sérieuse et surtout dont la conscience est viciée par le défaut complet d'idées morales, solidement établies sur un principe immuable.

LÉGION

NOS PRÉDICTIONS

Quand on feuillette la suite de notre petit journal, il semble que ce soit un vrai recueil de prophéties. Sans parler des faits militaires que nous avons annoncés longtemps à l'avance, sans rappeler la capitulation de Bazaine, l'incapacité de Gambetta que nous avons signalée dès le premier jour, la capitulation de Paris, la catastrophe de l'armée de l'Est, les échecs de l'armée du Nord, que nous avons prédits aux premiers jours de leurs opérations, nous avons plus d'une fois annoncé d'une manière assez claire et assez précise la solution des événements qui se produisaient.

Nous ne pouvons nous empêcher de rappeler que dans notre 9^e numéro, publié le 7 octobre de l'année dernière nous avons reproduit plusieurs prophéties annonçant la destruction de Paris, et une entre autres de 1789 complètement oubliée et dans laquelle se trouve cette phrase précise:

« Habitants de Lutèce! Il ne s'agit plus de bâtir des palais pour vos enfants. Bientôt vous n'aurez plus assez de temps pour cela. Dans quelques lustres il ne restera plus que les ruines de vos édifices. »

Il y a trois semaines nous publions un dessin fantastique qui a fort intrigué nos lecteurs. On y voyait une horrible silhouette se profilant sur une lueur enflammée et accablant de son poids nos deux marionnettes populaires que nous avons choisies pour types des deux faces différentes de la nation. Au-dessous

se trouvait ce mot prophétique : « Je les tiens, et ce n'est pas fini ! » On comprenait bien que c'était une allusion à la guerre civile, mais la dernière partie de la phrase restait un énigme pour beaucoup de nos lecteurs qui nous en ont demandé la clef. Aujourd'hui qu'une catastrophe inouïe a terminé ce drame, on comprend que nous avions eu l'intuition d'un effroyable malheur qui devait combler la mesure de nos désastres. Aujourd'hui ce malheur est accompli et, cependant, nous répétons encore une fois : « Ce n'est pas fini. » D'autres calamités nous attendent encore ; celles-là ne seront peut-être pas comme la dernière si effrayantes par leur éclat et leur retentissement, mais elles pèseront sur nous d'une manière plus accablante encore. Ce sera comme un poids énorme qui s'appesantira sur nous et dont nous essaierons vainement de nous dégager. Heureux encore si nous ne demeurons pas comme un corps inerte, n'ayant plus ni la volonté d'échapper à cet écrasement, ni la conscience de notre situation.

ALÉTHÈS.

La Comédie politique

Dans notre avant dernier numéro, nous signalions à nos confrères de la presse lyonnaise les procédés du journal la *Comédie politique*, qui, d'agressif et d'injurieux qu'il était, devenait systématiquement mensonger et calomnieux. Cet avis que nous devions à la dignité des journalistes lyonnais a fourni au journal incriminé un article qui justifie complètement notre réclamation. Nous avons tout-à-fait mis à l'abri la personne du rédacteur de la *Comédie politique*, celui-ci, au contraire, borne sa réplique à des personnalités inexplicables et outrageantes. Nous avons formulé des accusations nettes et précises, la *Comédie politique* ne répond pas à une seule ; elle les évite avec la prudence maladroite d'un coupable répondant au juge d'instruction. Personnalité, injures, invectives puériles ou fausses, calomnies et mensonges, c'est tout ce que l'on trouve dans la réponse de notre adversaire, qui ne redoute rien tant que les explications catégoriques. Nous n'avons pas à défendre la personne dont la *Comédie politique* a fait l'objet de ses ridicules attaques, mais en ce qui nous concerne exclusivement, nous devons dire que ce journal ment, lorsque, par exemple, il altère nos paroles en nous faisant dire que tous ses renseignements sont faux et mensongers ; nous avons seulement attesté que nous l'avons surpris en flagrant délit de calomnie et de mensonge pour deux personnes qu'il attaquait, et cette accusation, nous la maintenons plus que jamais et nous pouvons en donner aujourd'hui un troisième exemple. Il est faux aussi que nous fassions échange avec la *Comédie politique*. Il est vrai qu'à son apparition ce journal nous a demandé l'échange, nous le lui avons gracieusement accordé ; mais il faut ajouter que depuis trois semaines nous ne recevons plus cette feuille ; nous l'achetons de nos propres deniers et elle peut nous compter au nombre des 1,000 à 1,500 acquéreurs nouveaux dont elle se félicite.

Quant à prétendre que nos attaques viennent de la concurrence, que la *Comédie politique* ferait au *Guignol illustré*, cette explication est aussi absurde que fautive. Notre publication ne s'est jamais ressentie et ne peut se ressentir en aucune façon de l'apparition de la *Comédie politique*. Les deux journaux n'ont aucune ressemblance, pas même au point de vue matériel. Au point de vue de l'esprit et de la moralité, nous rougirions d'offrir des termes de comparaison avec cette feuille et, d'ailleurs, si nous avions craint une concurrence, nous n'aurions pas été assez naïfs pour faire à la *Comédie politique* une réclame dès son apparition. Et en effet, elle omet de le rappeler, nous lui avons consacré dès le début un article entier, dans lequel nous lui signalions déjà la voie déplorable où elle paraissait vouloir s'engager, et qui, du reste, a été pleinement justifié et par les actions judiciaires qu'elle s'est attirées et par les rétractations plus humiliantes encore auxquelles elle s'est soumise.

La *Comédie politique* ne craint pas de relever les allusions que nous avons faites à sa poltronnerie. Nous les maintenons et nous demandons encore où était son rédacteur pendant les premiers mois de la République alors que nous, nous étions seuls à critiquer M. Challemeil-Lacour qu'aujourd'hui traite avec mépris de voleur maintenant que celui-ci ne peut plus se défendre.

Du reste, la poltronnerie de la *Comédie politique* s'est avouée elle-même, lorsque, le 25 mars, elle suspendait sa publication parce qu'il siégeait à l'hôtel-de-Ville, une ridicule parodie de la commune.

Les invectives de la *Comédie politique* à notre adresse se terminent par une diffamation d'un caractère particulièrement odieux et dont il nous répugne de répéter les termes ignobles. Faute de pouvoir s'en prendre à notre intelligence ou à notre honorabilité, elle cherche à souiller la mémoire d'un pauvre et honnête garçon, qui a été notre gérant et notre principal fondateur, d'une tache dont il ne pouvait en aucune façon être responsable. La *Comédie politique* a sur nous l'avantage, que nous ne lui envions pas, de connaître parfaitement le monde interlope de la police et des bouges. Nous ne pouvons donc jusqu'à présent rien répliquer à cet égard mais nous déclarons dès ce moment à ce journal que, aussitôt que nos informations seront prises, il obtiendra la seule réponse qui soit due à de si honteux procédés. Livrer de telles gens à la rigueur de la loi, ce n'est plus une affaire de sécurité personnelle, mais de morale publique.

Pour la rédaction,
le Gérant, VIBERT.

MITRAILLEUSES

Après plusieurs semaines d'incertitude et d'angoisses, nous avons trouvé dans les dépêches du gouvernement un fait qui nous a rassuré plus que tous les récits de victoire dont les télégrammes nous donnaient la nouvelle. Lorsque nous avons appris que les bataillons de la garde nationale de Paris commençaient à se réorganiser, un profond soupir de soulagement a dégagé notre poitrine : la garde nationale, amie de l'ordre, se réorganisait, nous avions dans cette déclaration une immense garantie de sécurité. Que pouvions-nous craindre désormais ni des communards, ni des insurgés, ni de ces hordes féroces d'assassins et de pillards, qui ont, pendant deux mois, tenu en échec notre vaillante armée : la garde nationale parisienne, amie de l'ordre, lui apporte son concours ; tout est sauvé !... Car du moment où elle entre en ligne, il est bien certain... que tout est terminé !

Au surplus, l'ordre renaît définitivement et les affaires reprennent : on le voit bien à cette nuée d'huissiers qui recommencent à s'abattre sur les malheureux débiteurs, dont huit mois de cessation d'affaires et, pour plusieurs, quelques semaines de campagne dans les légions mobilisées ont achevé la ruine. On a beau avoir assisté au combat de Nuits ou de Monthéliard, on y gagne pas pour un sou de crédit de plus et la patrie ne vous solde pas en argent les dangers que l'on a courus pour elle. Donc les débiteurs sont aux abois et les affaires reprennent... pour les huissiers, si bien que ces jours-ci la salle du tribunal de commerce ne suffisait pas à contenir tous les malheureux qui attendaient leur arrêt.

Il y a des gens naïfs qui s'étonnent que l'Assemblée ait voté d'une manière aussi maladroite et aussi désastreuse sur la question des échéances. Pour nous, cela ne nous étonne pas : nous avons l'honneur de connaître personnellement quelques-uns des membres de l'Assemblée nationale. Ils peuvent être comptés parmi les hommes les plus instruits, les plus intelligents, parmi les esprits les plus élevés, les plus honnêtes, qui composent la Chambre, mais nous pouvons assurer que pas un d'entre eux ne sait par expérience ce que c'est qu'une traite où un billet à ordre, et nous comprenons fort bien qu'ils aient pu voter avec une complète confiance sur ce sujet.

Mais, dira-t-on, comment peut-on voter sur des questions que l'on ne connaît pas ? Hélas ! si nos assemblées, depuis quatre vingts ans, n'avaient voté que sur des matières dans lesquelles elles étaient compétentes, notre législation politique serait allégée des 99 centièmes de son bagage de décrets. Et vraiment la France n'y aurait rien perdu.

LÉGION.

THÉÂTRE

La seconde capitale de la France vient d'avoir la primeur d'une pièce parisienne. Grâce au second siège de Paris, on a représenté sur notre Grand-théâtre le premier *Siège de Paris*, drame en onze tableaux par M. Lepailleur, qui sans cet encombre aurait été joué en première sur le théâtre de la Gaîté, comme l'affiche prend soin de nous en avertir. Ce n'est donc pas une œuvre de décentralisation littéraire, nous en avons acquis la certitude avec satisfaction, car il nous eût été particulièrement désagréable de voir débiter la province dans cette voie d'émancipation par l'un de ces poncifs vulgaires, qui sont à la littérature ce que les habits confectionnés sont au costume. Il existe à Paris des ateliers de confection pour des choses intellectuelles comme il en existe pour modes. Le *Siège de Paris* de M. Lepailleur est un produit de ce genre, c'est la même coupe vulgaire, les mêmes détails insignifiants, le même esprit niais, le même sentiment pervers, les mêmes tendances à l'exagération et au mensonge. Ce qu'il y a de saillant, ce qui prête un peu au talent des acteurs, ce sont deux ou trois types, tels que le garde national et le marin provençal, mais ils n'ont aucun lien avec le drame lui-même. Ce sont des personnages de chansonnette comique bons pour figurer sur les planches d'un café chantant et qui se trouvent cousus sur le fond de la pièce comme un morceau de clinquant sur des oripeaux de salimbanque. Quant au gamin de Paris, c'est tout simplement un décalque de Marmouset de Ponson du Terrail dans Rocambole.

Il y avait pourtant quelque chose à faire avec ce drame historique, mais pour cela il fallait de l'invention, du sens commun et un peu de savoir, toutes choses qui manquent généralement aux dramaturges parisiens. Sous le prétexte d'une *revue épique et historique de la guerre d'invasion*, M. Lepailleur n'a fait qu'un ramassis d'erreurs et d'inexactitudes ; pour que ce soit un réceptacle complet de tous les canards qui couraient les rues, il ne manque qu'un douzième tableau à ce drame, ce serait la fameuse bourde des carrières de Jaumont. Nous le signalons volontiers à l'oubli de M. Lepailleur. Si les difficultés de la mise en scène ne s'y opposent pas, il s'en emparera avec empressement, nous avons lieu de l'espérer, car son œuvre témoigne une si profonde assurance de l'ignorance et de la niaiserie du spectateur, qu'il n'hésitera pas à ajouter ce nouveau mensonge à tous ceux dont sa pièce est remplie. Il y a poussé si loin l'inexactitude et l'erreur qu'il défie toute rectification. Nous n'en citerons qu'un seul exemple, qui, dans sa minutie même, donne la mesure des connaissances de l'auteur. Il fait combattre à Châtillon des soldats prussiens, tandis que ce sont exclusivement des Bava-rois qui y ont pris part.

On s'étonnera peut-être que nous accordions autant d'importance à une œuvre insignifiante à tous les points de vue, mais il ne faut pas s'y tromper. Le théâtre est peut-être le seul enseignement populaire, qui ait encore quelque influence sur les masses. Le pauvre diable, qui, pour ses douze sous, vient assister à une représentation dramatique, prend tout ce qui s'y débite plus encore aux sérieux que tout ce que raconte son journal ou ce que déclame l'orateur du club. Il se laisse passionner au delà de toute expression par le jeu de l'acteur, la mise en scène ; et les tirades fausses et ampoulées que le héros de la pièce égrenne en phrases interminables restent ineffaçablement gravées dans sa mémoire, si absurdes qu'elles soient. On ne soupçonne pas combien la littérature dramatique avec ses hyperboles fausses et ineptes a perverti le jugement du peuple français et spécialement de la population parisienne, qui n'a plus aujourd'hui une idée simple et juste des choses. Que l'on ne s'y méprenne pas : si les Parisiens sont demeurés convaincus qu'ils ont été trahis et vendus, que l'ennemi n'a dû la victoire qu'à ses espions, si, dans cette persuasion, la capitale s'est laissée entraîner dans un mouvement insurrectionnel et s'est engagée dans une lutte insensée, follement persuadée qu'elle pourrait résister aux efforts d'une armée, elle le doit tout autant à ces exagérations du théâtre et de la presse qu'aux excitations du parti révolutionnaire. Celui-ci a pu donner le premier élan, mais il n'a fait que profiter d'une disposition d'esprit toute préparée.

DIDEROT.

Correspondance.

M. X., professeur de X. à X. — Cher maître, nous vous prenons en flagrant délit de mauvaise lecture : vous avez sauté les deux mots « cette semaine ». Grâce aux gentilles des des communards parisiens qui nous font remanier notre numéro, nous sommes mêmes forcés de réitérer notre avertissement. Mais c'est ce pauvre R. qui n'est pas content.

Le Soleil. — Sais-tu, petit, que du moment qu'on peut plus se présenter là-bas avec ta recommandation, mon gong ne veut plus y aller : y n'a peur.

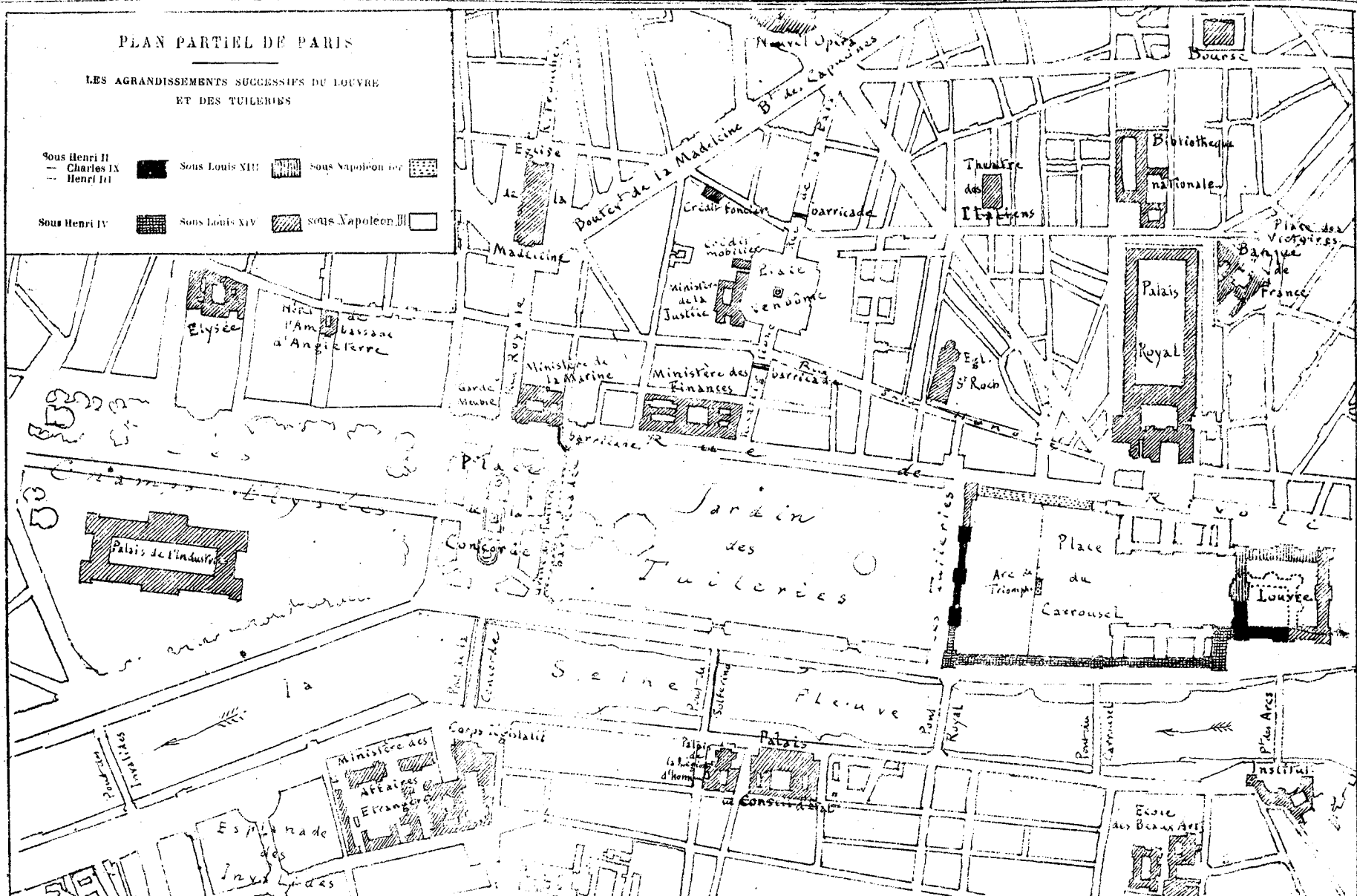
M. Lou y M. à B. L. Soné loir. — Comment ! te remues les pignoles à pleine brassée et t'oses ben demander de minutions ? Oh ! c'est trop fort. Mais je te pardonne tout de même parce que t'esses un bon zigou, du moment que te me dis que te peux plus faire sans mon papier.

Un de nos lecteurs. — Nous utiliserons au premier moment votre idée. Notre dessinateur la trouve néanmoins difficile à rendre aussi bien que vous l'indiquez.

M. E. M. — La place nous manque aujourd'hui pour vous répondre aussi longuement que votre lettre ne le mérite.

M. A. D. à Annecy. — M. J. C., ingénieur des mines à A. — M. X., procureur de la République à X. — Nous vous envoyons les collections que vous désirez. Les numéros qui manquent seront successivement réimprimés à partir du mois prochain.

Le Gérant, VIBERT.



Plan partiel de Paris.
(Agrandissements successifs du Louvre et des Tuileries).

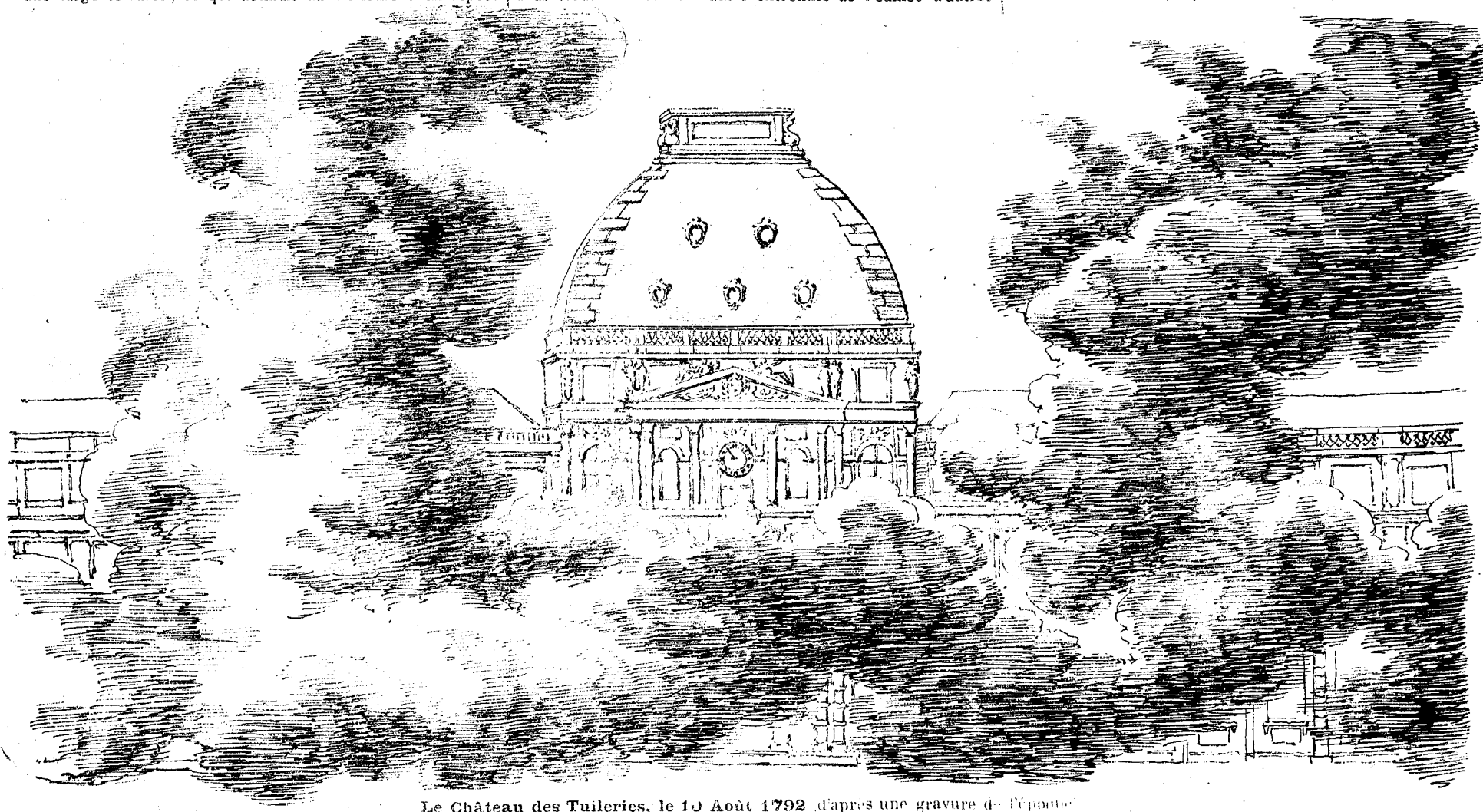
Le Louvre et les Tuileries étaient, par les différentes périodes de leur construction et les modifications successives qu'ils avaient eues, comme l'histoire de la nation elle-même racontée par les monuments. Pour nous, Lyonnais, les Tuileries offraient un intérêt tout particulièrement, parce que cet édifice était l'œuvre de l'un de nos compatriotes les plus illustres. C'est en effet le célèbre Philibert Delorme qui fut chargé par Catherine de Médicis de donner les plans de son palais. L'édifice, tel qu'il fut exécuté par lui, n'était plus guère reconnaissable dans ces derniers temps. Il avait, à différentes reprises, subi des modifications, qui en avaient profondément altéré le caractère et, il faut le dire, d'une manière désavantageuse au point de vue artistique. L'œuvre de Philibert Delorme se composait exclusivement d'un grand corps de bâtiment flanqué à ses deux extrémités par deux pavillons et brisé au milieu par un dôme circulaire du plus gracieux effet. Le palais n'avait qu'un rez-de-chaussée surmonté d'un étage en retraite sur une large terrasse, ce qui donnait au monument un aspect

très-mouvementé et très-pittoresque. Le dôme renfermait un escalier à vis sans noyau central, de manière à former une spirale pour ainsi dire suspendue en l'air. Cet escalier dont nous avons un exemple dans notre Hôtel-de-Ville était considéré comme un chef-d'œuvre, où Philibert Delorme avait mis en œuvre toute sa science et tout son art dans la coupe des pierres. C'était une curiosité que les anciens guides signalaient à l'attention des voyageurs. Plus tard le pavillon fut exhaussé d'un étage et entièrement remanié, de telle sorte que dans ces derniers temps il ne restait de l'œuvre si élégante de Philibert Delorme que le rez-de-chaussée; les terrasses avaient disparu et le pavillon central était remplacé par cette lourde construction surmontée de ce dôme à pans coupés si disgracieux que nous avons connu. Les Tuileries du reste avaient subi d'autres modifications. Henri IV, ayant entrepris de rattacher le Louvre aux Tuileries, fit construire la longue galerie qui s'étend le long de la Seine, et, pour la joindre au palais des Tuileries, il fallut ajouter à ce dernier un corps de bâtiment et un pavillon qui le prolongeaient jusqu'à la rivière. Plus tard, on éleva à l'autre extrémité de l'édifice d'autres

constructions destinées à faire pendant avec ces premières additions. C'est ainsi que les Tuileries se trouvèrent composées de neuf membres de construction, dont quatre corps de bâtiment et cinq pavillons.

Incendie des Tuileries.

Toutes les Révolutions se touchent. Les Tuileries avaient été déjà deux fois le théâtre de combats sanglants et ces deux combats sont dans notre histoire l'objet de pompeux éloges. La troisième lutte civile a causé sa ruine et a été certainement amenée par les panégyriques des premières insurrections triomphantes. Pour mémoire, nous reproduisons un fragment d'une ancienne gravure très-rare représentant les Tuileries le 10 août 1792. Tel, au milieu de l'incendie, ce palais dut offrir le même spectacle le 21 mai 1871; il n'y aurait qu'à changer le titre de l'estampe, tant le premier et le dernier combat des Tuileries se ressemblent. Une image, à défaut de tout discours, suffit ainsi à prouver que l'abîme appelle l'abîme et que la ruine morale amène toujours des catastrophes matérielles.



Le Château des Tuileries, le 10 Août 1792 d'après une gravure de l'époque